

Dans cet article, l'universitaire palestinien Saree Makdisi examine les conséquences catastrophiques de la campagne de violence génocidaire contre Gaza. À travers une perspective historique, l'auteur montre en outre que l'objectif israélien d'éliminer le Hamas est sans doute vain, et que la seule issue possible au conflit israélo-palestinien est le démantèlement de l'État colonial d'Israël, soit la libération de la Palestine et le retour des réfugiés.

Saree Makdisi est professeur d'anglais à l'Université de Californie de Los Angeles (UCLA). Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels Tolerance is a Wasteland: Palestine and the Culture of Denial (University of California Press, 2022).

J'ai grandi pendant la guerre civile au Liban. Avec mes parents et mes frères, j'ai enduré le siège israélien de Beyrouth en 1982. Je me souviens également de ce que nous pensions être la violence inégalée de l'invasion israélienne du Liban en 2006. Mais rien de ce que j'ai vu, de ce que mes proches ont vu, n'égale même de loin ce dont nous sommes les témoins impuissants à Gaza aujourd'hui.

Depuis le 7 octobre, les Israéliens bombardent la bande de Gaza et ont tué plus de 11 000 personnes, dont près de 5 000 enfants [au 14 novembre]. L'ampleur et l'horreur de ces chiffres, l'étendue de la calamité infligée méthodiquement à toute une population aux yeux du monde entier, deviennent encore plus évidentes lorsqu'on les considère en termes comparatifs. En trois semaines, Israël a tué plus de civil.es que les Russes en près de deux ans de guerre totale en Ukraine, un pays dont la population est vingt fois supérieure à celle de Gaza et dont la superficie en est plus de mille fois supérieure^[1]. Save the Children a indiqué qu'Israël avait tué plus d'enfants au cours des trois premières semaines de bombardement de Gaza que le nombre d'enfants tués chaque année depuis 2019 dans toutes les zones de conflit du monde^[2]. Cette déclaration date d'il y a environ deux semaines : plus de 2 000 enfants ont été tués depuis. En une journée à Gaza, Israël tue en moyenne 136 enfants. Vingt-huit mille Gazaoui.es, dont plus d'un millier d'enfants, ont été blessé.es, et d'innombrables autres sont enterré.es, vivant.es ou mort.es, sous les décombres d'immeubles d'habitation détruits. Des familles entières, de plusieurs générations, ont été anéanties : grands-parents, pères, mères, sœurs, frères, cousins, tantes, oncles et enfants. Chacun.e d'entre eux a un nom, une famille, un visage, une voix, un sourire, un rire. Que ce soit en termes absolus ou comparatifs, ces chiffres mettent à l'épreuve notre capacité à la fois intellectuelle et morale à saisir l'ampleur des pertes et des dégâts. Et nous ne sommes pas au bout du compte.

Le gouvernement israélien publie de manière quotidienne un décompte des « installations terroristes », des « infrastructures terroristes », des « positions terroristes » et des « cellules terroristes » qu'il prétend avoir « éliminées ». Ces déclarations sont prises pour argent comptant et répétées par les salles de presse anglophones du monde entier, dans un contexte où les médias sont limités par la censure des grands patrons qui en sont souvent propriétaires et par celle qu'exercent les gouvernements, et où l'information est rendue difficile par les conditions de terrain, à savoir les bombardements, l'état de siège et le harcèlement des journalistes à Gaza. Par ailleurs, tous les reportages en provenance d'Israël sont soumis à la censure militaire, qui contrôle strictement ce qui peut et ne peut pas être dit.^[3] En parallèle, le gouvernement américain a demandé à plusieurs reprises à Al Jazeera de « modérer » sa couverture jugée trop crûe de ce qui se déroule à Gaza, où trente-cinq journalistes ont été tué.es par des tirs à l'aveugle israéliens.^[4]

Malgré les censures, les images provenant en direct des ruines dans les quartiers détruits de Gaza révèlent la réalité dans toute son horreur. Ce ne sont pas seulement des immeubles d'habitation, mais des voisinages entiers qui ont été réduits à l'état de décombres. On y voit des cratères de vingt mètres de diamètre et de dix mètres de profondeur, d'où les survivant.es s'efforcent désespérément de sauver des personnes piégées sous des morceaux de ciment. Vidéo après vidéo, des équipes de civil.es non formé.es et sans équipement tentent d'aider les ambulanciers à récupérer les blessé.es dans les ruines de ce qui était, il y a à peine quelques semaines, leurs maisons. Parmi ces blessé.es, des enfants terrifiés, ensanglantés, hurlant, le visage recouvert de cendres, pleurent leurs parents à présent disparus.^[5]

Le 31 octobre, des bombardiers israéliens ont largué une série de bombes soigneusement calibrées, de plus de 900 kilogrammes chacune, au milieu du camp de réfugié.es de Jabalia, détruisant en un seul instant un pâté de maisons entier et blessant ou tuant des centaines de civil.es. Israël a déclaré que la cible visée était un responsable spécifique du Hamas, dont la présence n'avait même pas été confirmée, et que ces centaines de personnes se trouvaient simplement au mauvais endroit.^[6] « Quand bien même ce commandant du Hamas se trouvait-il au milieu de toutes ces réfugié.es palestinien.nes dans le camp de Jabalia, comment Israël a-t-il décidé de bombarder cet endroit tout en sachant que de nombreux civil.es innocent.es, hommes, femmes et enfants, seraient vraisemblablement tué.es ? », a demandé sur CNN Wolf Blitzer, incrédule, à un porte-parole militaire israélien. « C'est la tragédie de la guerre, Wolf », lui a répondu le porte-parole. « Comme nous le disons depuis des jours, les populations doivent partir vers le sud ». Même pour Blitzer, c'en était trop : « Donc vous saviez qu'il y avait des réfugié.es, toutes sortes de réfugié.es, mais vous avez quand même largué une bombe sur ce camp pour tenter de tuer le commandant du Hamas ».^[7]

La justification des responsables israéliens est que tout homme, femme ou enfant parmi les quelque 300 000 personnes restées dans le nord de Gaza peut être considéré.e comme « complice des terroristes », justifiant ainsi leur assassinat.^[8] En suivant cette logique, le bombardement de Jabalia du 31 octobre a été répété le lendemain sur ce qui restait de Jabalia. Le surlendemain, fut pris pour cible le camp de réfugié.es de Bureij, et le surlendemain celui de Maghazi... et ainsi de suite dans tout Gaza, que ce soit dans les zones dites « sûres » (au sud et au centre) ou dans le nord de l'enclave. Israël a beau évoquer à tout bout de champ des « cibles terroristes », les vidéos ne montrent que les corps brisés et ensanglantés de pères, mères et enfants.^[9] D'une scène de carnage et de dévastation à l'autre, d'une soi-disant « cible terroriste » à l'autre, les caméras montrent aussi quelques survivant.es émergeant des débris et demandant ce qu'elles avaient fait pour mériter d'être bombardé.es sans avertissement. « Nous étions chez nous, disent-elles ; nous étions en famille, nous fêtions l'anniversaire d'un enfant, nous prenions le thé, nous célébrions une nouvelle naissance ». (Car, guerre ou pas, 150 bébés naissent chaque jour à Gaza^[10] : chaque naissance apporte une brève lueur de joie et de vie aux nouveaux parents, même si, comme cela s'est produit à maintes reprises, ces nouvelles vies s'éteignent souvent trop vite).

Plus que les séquences vidéo, ce sont les enregistrements audios des suites de ces bombardements qui viennent marquer au fer chaud nos consciences : les cris des blessé.es, d'hommes demandant du matériel – « tirez avec moi, allez, un, deux, trois, tirez ensemble » – suivis des gémissements des survivant.es qui, à l'agonie, appellent les mort.es, les démembré.es, les disparu.es : « Où est ma femme ? Ma fille ? Mon fils ? Où sont mes parents ? Où sont mes enfants ? ». L'autre jour, j'ai vu dans un reportage un

adolescent qui pleurait en répétant doucement « baba, baba, baba » (papa, papa, papa) alors qu'un infirmier plaçait les parties démembrées du corps de son père sur une civière. Même s'il survit physiquement, comment cet enfant pourra-t-il se remettre émotionnellement du traumatisme auquel il est soumis sans aucun ménagement, comme un million d'autres enfants à Gaza ?

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies souligne que les deux tiers des personnes tuées par Israël à Gaza sont des femmes et des enfants, et que les personnes âgées constituent également un pourcentage important des victimes. Cela prouve la nature aveugle des bombardements israéliens et le prix si élevé que paient les quartiers résidentiels qui en sont les cibles principales. Étant donné la pénurie alarmante de nourriture à Gaza (selon l'ONU, les stocks de riz, de sucre et de légumineuses sont réduits à zéro, et le pain est très rare), les pères, les maris et les fils passent la majeure partie de la journée à chercher des vivres ou à rassembler les maigres provisions qu'ils peuvent trouver : lorsqu'il y en a, l'attente pour une demi-ration de pain peut durer jusqu'à six heures et implique fréquemment des bousculades, voire pire. Les mères et les enfants restent à la maison. « J'envoie mes fils à la boulangerie et huit heures plus tard, ils reviennent avec des bleus et parfois sans pain », a déclaré une femme.^[11] Ainsi, lorsque les pilotes israéliens lancent « avec précaution » leurs bombes de « haute technologie » sur les immeubles d'habitation, ce sont généralement les femmes et les enfants qui subissent le plus gros des dégâts.

Les bombardiers israéliens ont attaqué des mosquées, des églises, des écoles et des universités (279 établissements d'enseignement ont été endommagés ou détruits)^[12] ; ils ont frappé des ambulances aux portes même des hôpitaux, et ont visé les hôpitaux eux-mêmes. Les 9 et 10 novembre, cinq grands hôpitaux ont été les cibles de tirs israéliens directs : l'hôpital pour enfants al-Rantissi, l'hôpital turc, l'hôpital indonésien, l'hôpital al-Quds et le centre médical al-Shifa. Le 10 novembre, un opérateur de drone israélien a tiré un missile Hellfire RX9 sur la cour de l'hôpital al-Shifa : il s'agit d'une variante du missile, qui ne porte non pas une ogive explosive mais une série d'imposantes lames (proches de celle d'une épée de samouraï) qui se déploient à l'explosion. Elles tuent et démembrant toute personne sur leur passage, et ont éparpillés sur le parvis de l'hôpital des membres et des torses ensanglantés.^[13]

Le même jour, à la tombée de la nuit, tous les hôpitaux du nord de Gaza ont déclaré être sous le feu de l'artillerie et des missiles israéliens : averses de phosphore incendiaire à l'extérieur, bâtiments secoués par des explosions successives et recouverts à l'intérieur de poussière et de débris et, dans certains cas, d'éclats et de douilles d'obus. Médecins Sans Frontières a rapporté que des tireurs d'élite israéliens visaient les hôpitaux. Des dizaines de milliers de réfugiés terrifiés s'étaient mis à l'abri dans les hôpitaux, et ceux qui ont tenté de quitter l'hôpital Rantissi et al-Shifa ce jour-là ont essuyé des tirs des troupes israéliennes et ont dû rentrer dans les établissements sous le feu. Les deux hôpitaux ont signalé des corps éparpillés à l'extérieur, hors de portée des médecins, lesquels ont également été visés par des tirs lorsqu'ils ont tenté de les secourir.

Au matin du 11 novembre, le centre médical al-Shifa, la plus ancienne et la plus grande institution médicale de Gaza, s'est déclaré hors service en raison des tirs israéliens : il n'y avait plus d'eau, d'électricité ou de lumière. Six cents patients gravement blessés ne pouvaient plus être soignés. En l'absence d'électricité, le personnel a tenté des réanimations manuelles pour les trente-neuf bébés prématurés en couveuse et les autres patients en soins intensifs sous respirateur, mais il savait que, sans oxygène, il y avait

peu de chance de survie. Les bébés ont commencé à mourir un par un. Les médecins de l'hôpital pédiatrique Nasr, qui fait partie du complexe Rantissi, ont pris les enfants qu'ils pouvaient sauver alors qu'ils s'enfuyaient pour échapper aux tirs d'obus israéliens, mais ils n'ont pas eu d'autre choix que de laisser derrière eux cinq bébés, livrés à eux-mêmes dans les couveuses qui clignotaient. « Voilà la situation : laisser les bébés seuls sur les ventilateurs », a déclaré un médecin en état de choc. Dans le grand hôpital al-Shifa, les médecins semblaient déterminés à rester sur place. Le directeur, Muhammad abu Salmiya, a promis que le personnel médical resterait auprès de ses patient.es jusqu'à la fin : « Nous ne partons pas, car nous savons que si nous quittons l'hôpital, des dizaines de patient.es mourront », a-t-il déclaré à Al Jazeera.^[14]

Mais tout cela remonte au 10 novembre. Depuis lors, les hôpitaux du nord de Gaza sont restés silencieux, entièrement coupés du monde extérieur. Pour l'instant, personne ne connaît le sort des médecins, des patient.es et des milliers de réfugié.es qui y sont hébergé.es. Sous les bombardements incessants, la ville de Gaza est désormais privée de services médicaux. L'armée israélienne n'autorise aucune ambulance à pénétrer dans la zone depuis le sud : toutes les personnes blessées par les incessants bombardements israéliens vont très certainement mourir, même si leurs blessures auraient pu être soignées. Il ne reste plus aucun journaliste et toutes les lignes de communication ont été coupées. Quelles que soient les horreurs qui s'y déroulent, elles ont lieu dans l'obscurité, à l'abri des regards du monde.

Israël est convaincu que le Hamas avait des quartiers généraux souterrains sous les hôpitaux, une affirmation réfutée non seulement par le Hamas et les hôpitaux eux-mêmes, mais aussi par des médecins étrangers qui les connaissent bien. Mads Gilbert, un médecin norvégien qui a travaillé à Gaza pendant des années et qui est actuellement bloqué en Égypte, pour essayer, à l'âge de 76 ans, de retourner à Gaza pour apporter son aide, a réfuté catégoriquement l'affirmation israélienne concernant al-Shifa. « Pendant seize ans, je me suis promené librement à l'intérieur du complexe hospitalier. Nous entendons ces affirmations depuis 2009 et ils [les Israéliens] menacent de bombarder al-Shifa depuis lors, sans fournir aucune preuve ». ^[15] Ils ont finalement réussi à bombarder l'hôpital.

En d'autres termes, ce à quoi nous assistons à Gaza n'est pas de l'autodéfense, c'est une grande offensive opportuniste. Il ne s'agit pas d'une « guerre », mot utilisé de manière mensongère et trompeuse par la plupart des grands médias occidentaux, mais d'une campagne de violence génocidaire. En effet, il s'agit d'un « cas d'école de génocide », comme l'a dit Craig Mokhiber dans la lettre de démission de son poste de directeur du bureau de New York du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. ^[16] Ses propos ont été repris par de nombreux.es spécialistes des génocides et de l'Holocauste. Après tout, le génocide est le terme utilisé par le droit international pour désigner une situation dans laquelle un groupe impose à un autre « une soumission intentionnelle (..) à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle », en plus d'« atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ». ^[17]

Outre les 11 000 civil.es tué.es, l'ONU a estimé que 262 000 unités résidentielles avaient été endommagées ou détruites, soit environ la moitié de l'ensemble des logements de Gaza, et que 1,7 million de personnes avaient été déplacées de leur domicile. Les infrastructures de base du territoire, à savoir les réseaux d'électricité, d'eau et d'égouts, maintes fois malmenées lors des précédents assauts israéliens, ont été abimées au point d'être irréparables. Les panneaux solaires nouvellement installés ont été délibérément pris pour cible et détruits. Israël a détruit onze boulangeries produisant l'aliment de base dont

la population dépend pour sa survie ; il a bombardé les bateaux de pêcheurs qui sont, ou étaient, une autre source potentielle d'alimentation ; il a bombardé les champs qui assurent la survie de l'agriculture de Gaza ; il a bombardé les conduites d'eau et les réservoirs. Les habitant.es sont contraint.es de boire de l'eau sale, polluée, contaminée ou saumâtre, ce qui entraîne inévitablement des diarrhées et des maladies. Des centaines de cadavres pourrissent sous les décombres. Les survivant.es des bombardements devront boire de l'eau de mer et manger du blé non cuit, s'ielles ne meurent pas de faim ou des maladies qui prolifèrent déjà à cause des eaux usées qui s'écoulent dans les rues. Et ielles n'auront nulle part où vivre.

Depuis des années, les Israéliens parlent ouvertement d'éliminer Gaza ou de pousser sa population dans le désert, voire dans la mer. Aujourd'hui, ils semblent avoir l'occasion de le faire, avec la bénédiction sans réserve des capitales occidentales. Les gouvernements occidentaux, ne semblent avoir aucun scrupule, se précipitent pour apporter leur soutien financier et fournir davantage de bombes à Israël – se rendant ainsi complices de toutes ces atrocités et des violations grotesques du droit humanitaire international commises par Israël. A la question de savoir s'il y a une limite au nombre de victimes civiles que les Etats-Unis accepteraient à Gaza, le sénateur Lindsay Graham a répondu catégoriquement : « Non ».^[18] Le porte-parole de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, John Kirby, a déclaré que l'administration Biden ne fixerait aucune ligne rouge pour Israël, ce qui signifie qu'en ce qui les concerne, aucune atrocité ne va trop loin. Il en va de même à Londres, Paris, Berlin et Bruxelles qu'à Washington. Tout cela, nous dit la classe politique occidentale d'un ton moralisateur, revient au droit d'Israël à « l'autodéfense ».^[19]

Les politiciens israéliens, en ce qui les concerne, utilisent pourtant un langage tout à fait différent pour décrire leurs actions. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, l'a exprimé avec sa franchise caractéristique, sans sophistication, dès le 9 octobre : « Nous imposons un siège complet à Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence ». S'il subsistait un doute quant aux intentions d'Israël, il a été dissipé par le rappel de Benjamin Netanyahu au public israélien et à l'armée : « la Bible nous appelle à nous souvenir d'Amalek ». Son allusion biblique, sans équivoque, réfère au passage suivant : « Maintenant, allez frapper Amalek, et détruisez tout ce qu'ils possèdent, sans les épargner ; tuez hommes et femmes, enfants et nourrissons, bœufs et moutons, chameaux et ânes » (1 Samuel 15:3). Netanyahu n'est pas le seul à faire des déclarations génocidaires. Il a lui-même dû retenir l'un des membres de son gouvernement, Amichai Eliyahu, qui a déclaré que l'utilisation d'armes nucléaires sur Gaza « est l'une des possibilités ».^[20]

Israël a l'habitude de tuer aveuglément des habitants de Gaza (1 400 en 2008 et 2009 ; 2 100 en 2014 ; et 260 en 2021)^[21], utilisant l'expression obscène de « tondre la pelouse » pour désigner ces punitions périodiques. Aussi désastreux qu'aient été ces épisodes précédents, ce qu'Israël fait aujourd'hui est une punition collective d'une toute nouvelle ampleur. Il s'agit de la mise en œuvre de la doctrine israélienne dite de Dahiya, en référence à la banlieue sud de Beyrouth, que l'armée de l'air israélienne a pratiquement rayée de la surface de la terre par des bombardements intensifs au cours de l'été 2006. Après la guerre de 2006 au Liban, l'armée israélienne a élaboré un plan visant à infliger un niveau de dommages similaire aux zones civiles lors de futurs conflits : « Nous déploierons une puissance disproportionnée contre chaque village d'où des coups de feu sont tirés sur Israël, et nous causerons d'immenses dégâts et destructions », s'est vanté un général israélien de haut rang, Gadi Eisenkot, en exposant la doctrine au journal Ha'aretz. « Il ne s'agit pas d'une suggestion, a-t-il ajouté, mais d'un plan qui a déjà été autorisé ».^[22] Le plan

est maintenant en cours de mise en œuvre : comme l'a dit un responsable militaire israélien en décrivant l'offensive actuelle, « l'accent est mis sur les dégâts et non sur la précision ». En d'autres termes, l'abandon total des principes de proportionnalité et de distinction qui sous-tendent le droit international humanitaire est désormais au cœur de la stratégie militaire israélienne.^[23] Ce à quoi nous assistons à Gaza est une série de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité prémédités et assumés en direct à la télévision, sous les yeux du monde entier.

Mais dans quel but ? Le 17 octobre, l'Institut Misgav pour la sécurité nationale et la stratégie sioniste, qui entretient des liens étroits avec le gouvernement israélien actuel, a publié un document de synthèse appelant à la « relocalisation et la réinstallation définitives de l'ensemble de la population de Gaza ».^[24] Le moment actuel offre « une occasion unique et rare d'évacuer l'ensemble de la bande de Gaza en coordination avec le gouvernement égyptien », indique le document. Il décrit plusieurs scénarios dans lesquels l'ensemble de la population de Gaza – plus de deux millions de personnes, dont la moitié sont des enfants – peut être transférée (pour utiliser un terme sioniste dont l'héritage remonte aux années 1920) en Égypte. Le gouvernement israélien n'a pas officiellement approuvé ce plan, mais ses actions vont certainement dans ce sens. « En ce moment, un seul objectif : la Nakba », a déclaré le député israélien Ariel Kallner. « Une Nakba qui éclipsera la Nakba de 1948. Une Nakba à Gaza, une Nakba pour tous ceux qui osent en redemander ! », a-t-il ajouté.^[25] « S'ils sont déjà réfugiés, il vaut mieux être réfugié.e au Canada qu'à Gaza », a déclaré Ram Ben Barak, l'ancien directeur adjoint du Mossad. « Répartissons donc les Gazaoui.es dans le monde entier. Ils sont 2,5 millions. Chaque pays en accueille 25 000. Cent pays. C'est humain et c'est ce qu'il faut faire ».^[26]

Bien que les États-Unis affirment qu'ils ne soutiennent pas le nettoyage ethnique de Gaza et qu'ils s'opposent aux attaques israéliennes contre les civil.es de Gaza, ils ne font rien pour les arrêter et, en fait, les encouragent activement. Selon certaines informations, les soutiens occidentaux d'Israël, en particulier les États-Unis, ont fait pression sur l'Égypte pour qu'elle déverrouille le point de passage de Rafah, à la frontière égyptienne, afin de permettre à la population de Gaza d'affluer dans le Sinaï, en promettant notamment au pays une remise de sa dette. La question de savoir si les Égyptiens céderont et laisseront entrer une partie ou la totalité de la population de Gaza est réelle. Quant à savoir si les habitant.es de Gaza elleux-mêmes accepteront ce nettoyage ethnique (alors que 80 % des habitant.es de Gaza sont déjà des survivant.es de la Nakba de 1948, ou leurs descendant.es), c'est une toute autre question.

Pour que les Israéliens réussissent à expulser la population palestinienne de Gaza, il faudrait non seulement poursuivre la destruction aérienne, mais aussi intervenir sur le terrain pour rassembler les gens et les forcer à partir, selon la méthode consacrée des génocides passés. Mais chaque pas que les Israéliens font dans la bande de Gaza est vivement contesté et a un coût difficilement supportable pour leur gouvernement, comme l'a montré leur histoire récente. Ainsi, lorsqu'Israël a envahi le Liban en 2006, il a infligé des dommages considérables aux infrastructures civiles libanaises et tué plus de 1 100 personnes, pour la plupart des civils ; mais les 156 décès israéliens (des militaires pour la plupart) infligés par la résistance libanaise ont suffi pour qu'Israël renonce à ses objectifs déclarés et abandonne la guerre dans une défaite amère. Aujourd'hui, à Gaza, les chars et les véhicules blindés d'Israël – complètement scellés et tirant donc en grande partie à l'aveugle – sont détruits par des attaques à bout portant de la part de combattants de la résistance palestinienne, à une distance rapprochée contre laquelle aucun blindage au monde n'est suffisant.^[27] L'infanterie inefficace d'Israël, plus habituée à harceler les

Palestinien.nes aux points de contrôle qu'à affronter des ennemis entraînés et qui ripostent réellement, n'est pas préparée au combat rapproché dans un paysage de ruines urbaines, ce qui, depuis la bataille de Stalingrad, a toujours donné l'avantage aux défenseurs sur les attaquants.

« Malgré la pression exercée » par l'armée israélienne, a rapporté le correspondant militaire du Ha'aretz, Amos Harel, le 5 novembre, « il n'y a pas d'effet significatif apparent sur le commandement et le contrôle du Hamas, qui continue de fonctionner ». Quiconque a regardé les vidéos d'attaques palestiniennes contre des troupes et des blindés israéliens sur Al Jazeera Arabic aurait pu arriver à la même conclusion.^[28] Depuis son incursion terrestre dans la bande de Gaza il y a deux semaines, Israël a reconnu que des centaines de soldats ont été tués ou blessés : comme l'armée impose des limites strictes à la déclaration de ces pertes, les journalistes affirment que les chiffres réels sont sans aucun doute plus élevés. Il est difficile de savoir combien de pertes supplémentaires l'armée israélienne peut supporter en son propre camp - en dépit de l'indifférence face aux victimes que son acharnement aveugle cause parmi les civil.es palestinien.nes.

Pour parer à toute éventualité au cas où Israël ne parviendrait pas à mettre en œuvre un processus massif de nettoyage ethnique, les soutiens étasuniens d'Israël, en particulier le secrétaire d'État Anthony Blinken, ont concocté divers scénarios en partant du principe que la majeure partie de la population de Gaza resterait à Gaza et que le Hamas disparaîtrait miraculeusement d'une manière ou d'une autre. Peut-être, suggèrent-ils, les cadres politiques et militaires du Hamas peuvent-ils être persuadés d'abandonner leurs positions et leur peuple à la merci d'Israël, comme l'Organisation de libération de la Palestine a été persuadée de le faire après le siège de Beyrouth en 1982 ? De toute évidence, non : chaque Palestinien.ne vous rappellera que ce qui a immédiatement suivi le retrait de l'OLP a été le massacre, supervisé par Israël, de civil.es palestinien.nes sans défense dans les camps de réfugié.es de Sabra et Chatila. Tenant pour acquis le départ ou la défaite du Hamas - qui ne montre pourtant aucun signe de fléchissement - une force multinationale de maintien de la paix a également été proposée.^[29] Les États-Unis ont manifestement oublié ce qui est arrivé à la dernière force multinationale de maintien de la paix qu'ils ont imposée pour nettoyer le chaos laissé par Israël au Liban en 1982 - par exemple, les bombardements de la caserne des Marines américains à l'aéroport de Beyrouth en 1983 [qui ont contribué au retrait de la force multinationale du Liban en 1984].^[30]

Peut-être les Nations Unies peuvent-elles gouverner Gaza ? Peut-être les États-Unis peuvent-ils faire appel à l'Autorité palestinienne de Cisjordanie, ouvertement collaborationniste et détestée, pour diriger Gaza ? Depuis début novembre, Blinken se rend d'une capitale arabe à l'autre, s'inspirant du manuel diplomatique américain des années 1970, selon lequel les États-Unis peuvent parler des Palestinien.nes à tout le monde, sauf aux Palestinien.nes. Pendant ce temps, Netanyahu - acculé et luttant pour sa survie politique - a proposé la réoccupation de Gaza. D'autres responsables israéliens ont appelé à la démolition de la ville de Gaza et au confinement de la population survivante sur la moitié du territoire de l'enclave. Un ministre, Itamar Ben-Gvir, a proposé de réoccuper les ruines de Gaza grâce à l'installation de nouveaux colons juifs.^[31] Un autre, Avi Dichter, a déclaré, de manière plus directe, qu'il s'agissait de la Nakba de Gaza : « Nous lançons la Nakba 2023 », a-t-il annoncé à la télévision.^[32] Tous ces projets imaginaires reposent sur une victoire israélienne. Et que se passera-t-il si Israël ne parvient pas à déloger le Hamas et s'essouffle avant de terminer sa campagne de violence génocidaire ? Ou bien si les gouvernements britannique et américain estiment à un moment que les dommages infligés à Gaza nuisent trop à leurs propres intérêts, à leur propre situation intérieure ? Que se

Personne ne sait ce que les semaines à venir apporteront à part des morts et de la misère. Mais le plus probable est que, s'étant une fois de plus fixé un objectif irréalisable (la destruction ou l'élimination du Hamas) Israël échouera, comme il a échoué à maintes reprises dans le passé, parce que sa capacité à tuer et à détruire n'a jamais produit de solution politique durable. Les Israéliens auront tué dix, vingt, trente mille personnes et fait de la vie à Gaza un véritable enfer pour ceux qui resteront. Ils n'auront rien accompli de plus que de montrer leur soif de sang et de vengeance. En revanche, ils auront alimenté le sentiment de plus en plus puissant autour du monde, qui circule non pas dans les couloirs du pouvoir occidental mais dans les rues où des manifestant.es se réunissent par centaines de milliers, que les véritables racines du problème ne sont pas les acteurs et actions qui ont émergé en réponse à ces sept décennies d'occupation et d'apartheid (tel que le Hamas) mais bien l'occupation et l'apartheid eux-mêmes.

La triste ironie est que c'est Gaza qui représente l'exemple le plus clair de cette situation et qui peut provoquer cette prise de conscience. Gaza est le résultat tangible de la politique de dépossession des Palestinien.nes par Israël depuis 1948. La nature transitoire de la vie à Gaza, où les habitant.es vivent dans d'immenses quartiers urbains toujours appelés, à tort, « camps » [alors qu'ils se sont pérennisés], nous rappelle constamment que l'écrasante majorité des [habitant.es de Gaza](#) ne sont pas originaires de Gaza. Ils viennent d'Isdood, de Simsim, de Najd et d'autres villages situés à une heure de marche des clôtures et des murs qui les isolent de leur propre terre. Elleux-mêmes ou leurs parents ont été poussé.es vers Gaza lors de la création d'un État qui exigeait leur expulsion ; ielles y sont enfermé.es depuis lors parce que leur liberté est inconciliable avec un projet d'État fondé sur l'épuration ethnique et la violence génocidaire. Ce projet d'État est le principal moteur du conflit. Il l'est depuis 1948 et le restera jusqu'à ce que cette entreprise d'exclusion raciale impliquant l'apartheid, l'occupation et la mort prenne fin et qu'un nouvel État soit formé à sa place, constitué sur la base de l'inclusion, de la démocratie et de l'égalité pour toutes. Il s'agit de la seule issue possible, et la situation à Gaza le montre clairement : si seulement ces clôtures et ces murs étaient démantelés et si la majorité des habitant.es de Gaza étaient autorisé.es à rentrer chez elleux, tout ce cauchemar prendrait fin.

*

Cet article est initialement paru [ici](#). Traduction de *Contretemps*.

Illustration : « La route vers nulle part », 1998. Tableau d'Ismail Shammout (1930-2006), peintre palestinien.

Notes

^[1] "Ukraine: Civilian casualties as of 8 October 2023," [Relief Web](#)

^[2] "Gaza: 3,195 children killed in three weeks surpasses annual number of children killed in conflict zones since 2019," [Save the Children](#).

[3] "CNN's @FareedZakaria on journalists who have embedded with the IDF in Gaza," [CNN](#)

[4] "Blinken says he asked Qatari PM to rein in Al Jazeera war coverage, per sources," [Axios](#)

[5] "Moment Palestinians rescue children from rubble in Gaza," [Channel 4 News](#); "Gaza rescuers pull survivor from rubble of destroyed building," [The Associated Press](#).

[6] "Israel Used 2,000-Pound Bombs in Strike on Jabaliya, Analysis Shows," [The New York Times](#).

[7] "'You decided to still drop a bomb': Wolf Blitzer presses IDF spokesman on Israeli airstrike on refugee camp," [CNN](#).

[8] "New Israeli warning to Gaza residents as aid trickles in," [Reuters](#).

[9] It's not just Gaza: on November 5 an Israeli pilot fired a guided Hellfire missile at a civilian car in Lebanon, burning alive three girls and their grandmother. Israeli officials confirmed only an attack on a "terrorist target."

[10] "Malnourished, sick and scared: Pregnant women in Gaza face 'unthinkable challenges,'" [france24](#).

[11] "Fights in bread lines, despair in shelters: War threatens to unravel Gaza's close-knit society," [ABC News](#).

[12] "Hostilities in the Gaza Strip and Israel - reported impact | Day 35," [OCHA](#).

[13] "Israel strikes Gaza's biggest hospital complex, health officials say," [News24](#).

[14] "Israeli forces close in on al-Shifa Hospital, trapping thousands," [Al Jazeera](#).

[15] "'I challenge Netanyahu to show proof that Al Shifa Hospital is a Hamas hideout': Dr Mads Gilbert," [Ullekh NP](#)

[16] « Guerre contre Gaza : lettre de démission du directeur du Bureau de New York du Haut Commissariat aux droits humains », [Contretemps web](#)

[17] Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, [ONU](#)

[18] "Lindsey Graham Says There's 'No Limit' to Gaza Deaths That Would Make Him Question Israel," [The Daily Beast](#).

[19] Aucune définition du concept de légitime défense n'inclut le fait de refuser les bases de la survie à une population dont on est légalement responsable – ce qui est le cas puisqu'Israël est puissance occupante à Gaza, un point réitéré dans d'innombrables résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et dans les évaluations de la Cour pénale internationale. "How Does International Humanitarian Law Apply in Israel and Gaza?" [ReliefWeb](#).

[20] Une fois de plus, la comparaison s'avère utile à notre compréhension : même si Israël n'a pas utilisé d'armes nucléaires à proprement parler, à la fin du mois d'octobre, il avait largué 25 kilotonnes d'explosifs sur Gaza, selon l'Observatoire des droits de l'homme Euromed, dont le siège est à Genève. La bombe larguée sur Hiroshima, en revanche, n'était

« que » de 15 kilotonnes. Faut-il s'étonner qu'un panneau et une bougie portant la mention « STOP AU GENOCIDE A GAZA » aient été récemment dévoilés devant le dôme commémoratif de la bombe atomique à Hiroshima ? [Twitter](#).

[21] "Timeline: Israel's attacks on Gaza since 2005," [Al Jazeera](#)

[22] "ANALYSIS IDF Plans to Use Disproportionate Force in Next War," [Haaretz](#).

[23] "'Emphasis is on damage, not accuracy': ground offensive into Gaza seems imminent," [The Guardian](#)

[24] "Israeli think tank lays out a blueprint for the complete ethnic cleansing of Gaza," [Mondoweiss](#)

[25] "Israel's recent call for mass evacuation echoes catastrophic 1948 Palestinian exodus," [PBS NewsHour](#).

[26] "Gaza war drowns out sane voices," [Modern Diplomacy](#).

[27] "New scenes of QSAM fighters engaging enemy vehicles east of the Zaytoun neighborhood and destroying one of them from zero distance with a guerrilla action device and a "Yassin 105" shell," [Twitter](#).

[28] "Latest Hamas Video Shows Rocket Attacks On Israel Troops, Tanks; 'IDF Bulldozer' Set On Fire in Gaza," [Hindustan Times](#).

[29] "US, others exploring options for future of Gaza after Hamas - Blinken," [Reuters](#).

[30] "40 years after bombing that killed Americans in Beirut, US troops again deploy east of Mediterranean," [The Associated Press](#).

[31] "Talk of Re-establishing Jewish Settlements in Gaza Strip Damages Israeli Legitimacy, Western Diplomats Warn," [Haaretz](#).

[32] "'We're Rolling Out Nakba 2023,' Israeli Minister Says on Northern Gaza Strip Evacuation," [Haaretz](#)